



**PRÉFET
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Service Eau, Environnement et Forêt

Affaire suivie par : Aline BLANCHARD

Tél : 02 38 52 48 59

Mél : aline.blanchard@loiret.gouv.fr

Réf : AB/AG (22/07/20) N°407

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION
DONNANT ACCORD POUR LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT
LA CRÉATION DE PLANS D'EAU SUR UN ESPACE NATUREL PROTÉGÉ
SUR LA COMMUNE DE LAILLY-EN-VAL**

DOSSIER N° 45-2020-00080

Le Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;
- VU** le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 10 Juillet 2020, présenté par le CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS – RÉGION CENTRE représenté par Monsieur PREVOST Michel, enregistré sous le n° 45-2020-00080 et concernant la : Création de plans d'eau sur un espace naturel protégé ;
- VU** le décret du 17 juillet 2019 nommant M. Pierre POUËSSEL, préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret,
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2019 portant délégation de signature à M. Christophe HUSS, Directeur départemental des territoires du Loiret ;
- VU** la décision du Directeur départemental des territoires du Loiret en date du 3 février 2020 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction départementale des territoires du Loiret ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS – RÉGION CENTRE
3 RUE DE LA LIONNE
45000 ORLEANS

concernant la **création de plans d'eau sur espace naturel protégé** dont la réalisation est prévue sur le territoire de la (des) commune(s) suivante(s) : LAILLY-EN-VAL.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La (Les) rubrique(s) du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée est (sont) la (les) suivante(s) :

Rubrique	Intitulé	Nature	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	Mise en place d'un piezomètre d'un diamètre de 80 mm équipé d'une sonde enregistreuse des fluctuations des niveaux de la nappe	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Superficie cumulée des surfaces en eau : 2,96 ha	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans le ou les arrêtés dont les références sont rappelées dans le tableau ci-dessus.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de la (des) commune(s) suivante(s) : LAILLY-EN-VAL, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du LOIRET durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Orléans, le 23 juillet 2020

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le chef de pôle Gestion et Protection des Milieux aquatiques

signé

Thomas CARRIERE

PJ : Arrêtés de prescriptions générales mentionnés dans le tableau de classement

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

Copie transmise pour information à :

- Mairie des communes concernées
- Office Français de la Biodiversité – Service départemental du Loiret
- Agence de l'Eau Loire-Bretagne – Délégation Centre Loire
- B.R.G.M.